

DEPARTEMENT DES HAUTES-ALPES

Commune de Sigoyer

Procès-verbal de séance du conseil municipal / 8 juin 1998 à 21 h

Convocation du 2 juin 1998

Sous la présidence de M. Alain Bonnardel, Maire

En présence de MM. Galmiche, Pommerais, Berriot ,artisans, de Mme Michalinoff, secrétaire de mairie et de tous les conseillers municipaux, sauf M. Michalinoff Jacques, excusé et représenté en lieu et vote par M. Borel A. (dont annexe jointe).

Ordre du jour

- Lotissement d'artisans (un groupement d'artisans de Sigoyer a demandé à être invité au CM pour présenter son projet).
- Voirie communale : conclusions du commissaire-enquêteur concernant le projet de classement
- Convention ONF/Cne captage de la mère de l'Aygue
- Schéma de mise en conformité des captages (dossier présenté par M. Favier)
- Convention pour le choix d'un propanier
- Projet d'aménagement d'un W-C public sur la place
- Fixation du prix d'achat terrain Disdier (route du cimetière)
- Questions diverses.

Le maire remercie l'assemblée de sa présence, notamment Melle Elisabeth Chabot, chargée de mission auprès de la CCTB ainsi que les artisans, invités à présenter leur projet de zone artisanale.

Avant d'aborder l'ordre du jour, le maire évoque la commémoration de l'abolition de l'esclavage, valeur à rappeler dans un monde où personne n'ignore que des enfants sont encore l'enjeu de cette situation.

Il rappelle aussi les décès de MM.Maurice Garnier et Patrick De Gaillardon, parachutiste, qui devait s'installer à Sigoyer, puis il fait part des naissances de Victor Fernandez, Lilian Girardin, Pauline Renchet et Zélia Chautant.

Après lecture des délibérations par la secrétaire de mairie, le maire ouvre la séance par la

demande d'un groupe d'artisans qui souhaite exposer au conseil municipal son projet de lotissement.

Lotissement d'artisans :

La parole est donnée aux artisans, M. Galmiche, menuisier ébéniste, indique son désir de s'installer sur la commune dans une structure plus grande, son atelier actuel n'étant pas cessible, sa difficulté pour trouver un terrain constructible de plus grande surface, hors lotissement, facile d'accès, l'a contraint à développer l'idée d'un lotissement d'artisan qui lui permettrait d'obtenir des aides de l'europe, de l'état et des collectivités territoriales à condition que la commune participe. (Seule une commune peut bénéficier de ces aides).

La commune se chargerait de l'acquisition foncière et de la viabilisation et revendrait ensuite les parcelles aux artisans intéressés. Elle devra rester maître d'ouvrage du projet.

B. Pommerais, plombier chauffagiste, souhaite réaliser un entrepôt pour ses activités professionnelles et créer un logement au-dessus, tout en respectant l'esthétique et la qualité de vie du quartier, C. Berriot, maréchal ferrant, envisage le même projet et ajoute qu'on ne doit pas percevoir cette idée comme une zone industrielle.

A. Borel interroge les artisans sur les intentions de A. Maffenini, plâtrier, déjà installé sur la commune. G. Galmiche répond pour A. Maffenini, excusé pour raisons familiales, qui lui aussi, souhaite réaliser un entrepôt avec logement.

E. Chabot présente les propositions techniques :

Dans le cadre de la création d'une zone d'activité, la commune peut bénéficier des aides suivantes :

- Acquisition foncier - 10 ha maxi. subventionné à 25 % par la Région avec un plafond de 10 fr. le m².
- Aménagement de la ZA (réseaux et voirie) : aides PDR (Europe Etat Département Région) 60 % maxi.
(L'autofinancement de 40 % sera pris en charge par les artisans bénéficiaires du projet.)
- Etude sur l'impact paysager, la signalétique, etc... aide : 1% paysage et développement.

Le débat est ouvert :

Jeannin Ligozat interroge les artisans sur leurs besoins de surface : environ 3000 m² pour MM. Galmiche, Pommerais et Maffenini, 2000 m² pour C. Berriot.

S. Duc revient sur le montant de l'aide accordé par la région, au titre des acquisitions foncières, qui lui paraît faible, A. Bonnardel répond qu'il s'agit de foncier à rétrocéder, qui n'augmentera pas le patrimoine communal, et dans ce cas plus faiblement subventionné.

Sur quel site ? la parcelle de M. Robert Para, quartier du villard, est pressentie, mais toute autre

proposition est à étudier, le terrain sera de préférence plat, facile d'accès, visible de loin, avant le village.

S. Duc demande si la SAFER interviendra ? oui car le terrain se trouve en zone agricole.

Le maire demande si les artisans sont prêts à s'engager financièrement et juridiquement sous forme d'une convention notariée afin que la technicienne commence le montage du dossier. A. Borel souhaite que soient prévues, par clauses, des contraintes de zone d'activité, E. Chabot explique que cela fera partie du cahier des charges à réaliser, le maire ajoute que ce cahier des charges sera conforme à la réglementation en vigueur et qu'une enquête évaluera les nuisances.

J-M Cornil désire connaître si 4 lots seront suffisants ? S. Duc pense qu'il faudra peut-être prévoir une réserve.

A. Borel demande s'il existe d'autres possibilités d'installation autres qu'en lotissement artisanal ?

R. Favier souhaite que les artisans puissent s'installer n'importe où sur la commune sans pour autant se regrouper, et développe ses arguments exposés dans un courrier qu'il remet à chaque conseiller (dont annexe). C. Berriot rappelle qu'en cas d'installation séparée, les aides au financement sont impossibles à obtenir.

C Paul estime que la commune doit regrouper les artisans près du village de façon à freiner l'évolution en village dortoir.

R. Favier pose le problème du nombre d'artisans et les met en garde contre les risques encourus en cas d'extension de la zone (installation d'entreprises extérieures... indésirables) ; G. Galmiche rappelle qu'un règlement intérieur strict devra répondre à ces questions.

Le maire ajoute que le règlement de cette zone, au niveau du POS, sera un moyen de limiter l'installation de certaines entreprises.

A. Borel indique que la commune ne doit pas s'engager à créer une zone pour attirer des artisans de l'extérieur, mais qu'il s'agit avant tout de permettre aux artisans de Sigoyer de s'installer ou de se développer.

J-M Cornil interroge E. Chabot sur la différence entre démarche privée et communale, pour ce projet.

En cas de démarche privée, aucune aide n'est attribuée aux entreprises, alors que des aides sont allouées dans le cadre du PDR aux communes qui maintiennent une zone d'activité en milieu rural.

Autre question à E. Chabot concernant la création d'atelier relais : il s'agit d'une structure entièrement financée par la commune et louée à des artisans qui remboursent les annuités (sur 15 ans) ; les risques pour la commune sont très importants et cette structure ne convient pas pour ce type de projet.

A. Borel demande s'il est possible juridiquement de laisser implanter des artisans de façon dispersée, S. Duc indique qu'il suffit de modifier le POS sur l'ensemble des zones concernées.

J. Ligozat trouve l'idée de R. Favier intéressante, mais inapplicable, qui voudra vendre du terrain constructible à 10.00 fr. le m² ? qui voudra s'implanter à côté d'un artisan ? comment modifier le POS à chaque demande ?

A. Garcin pense de même et ajoute que l'installation dans un lotissement est impossible compte tenu des surfaces restreintes et de la dépréciation des lots avoisinants du fait des nuisances, le tour de table se termine par F. Galmiche, trop impliquée personnellement, qui s'abstient de tout commentaire.

Demande d'intervention de M. Mathieu, résident du lotissement "les Boirons" ; accordée par le maire.

M. Mathieu retourne l'argument de M. Garcin et estime que sa maison perdra de la valeur du fait de l'installation d'un lotissement d'artisans à proximité, que la parcelle pressentie est située dans une zone à risques (près d'un torrent à fort débit en temps d'orage), que le terrain trop argileux présentera des problèmes d'assainissement, et insiste pour que les riverains soient concertés sur ce projet.

M. Galmiche indique que le projet se situerait le long du torrent de façon à protéger le lotissement des Boirons d'éventuelles nuisances, le maire ajoute qu'une procédure sera engagée pour faire respecter le droit des tiers.

Le maire demande aux conseillers de se prononcer sur :

"La commune s'engage à mener une réflexion pour la création d'une zone d'activités pouvant répondre aux besoins des artisans de la commune, un processus est engagé par lequel la commune est maître d'ouvrage".

pour : 10 contre : 0 abstention : 1

Voirie communale :

Le maire fait part aux conseillers municipaux des conclusions du commissaire enquêteur concernant le projet de classement de la voirie.

la commission voirie, réunie jeudi 4 juin, a examiné les différentes observations et suivi les conclusions du commissaire enquêteur, qu'elles soient favorables ou défavorables pour la commune.

le rapport d'enquête est tenu à disposition du public en mairie et copie pourra en être délivrée, contre rétribution, à toute personne qui en fera la demande par écrit.

Le conseil veut-il entériner les décisions de la commission ou faut-il reprendre chaque proposition du commissaire enquêteur ?

S. Duc demande que chaque proposition soit reprise en détail avant de passer au vote.

Entre autres,

Intervention Fine et Para : porte sur le chemin communal délimité autour du cimetière, la contestation de la propriété ne peut être prise en compte par le classement, mais l'erreur de tracé sera rectifiée.

Intervention Oddou Louis : Oubli de classement du chemin desservant le hameau du château, la portion reliant la route départementale D 19 à la maison Maffenini sera classée voie communale.

Interventions diverses s'opposant au classement de la piste de Céüzette en voie communale : La piste conservera son caractère forestier, demeure donc chemin d'exploitation.

(conclusions annexées à l'original du P.V.)

Approbation du projet de classement et suivi des conclusions du commissaire enquêteur ; le conseil se prononce :

pour : 11

Mère de l'Aygue- redevance ONF :

Une rencontre du maire avec un agent ONF a permis l'élaboration d'une convention acceptable, pour un montant d'environ 4000 fr.

Accepté à l'unanimité.

Choix d'un propanier :

Butagaz semble être la proposition la plus intéressante à 2450 fr la tonne, plus aide financière de 14 000 fr. pour l'installation de la cuve. La cuve d'une contenance de 2 tonnes sera enterrée dans le jardin côté salle de réunion. le contrat porte sur 7 ou 9 ans. Les travaux de génie civil seront réalisés par la société Butagaz, et à ses frais.

Accepté à l'unanimité.

Prix d'achat du terrain Disdier / route du cimetière :

Environ 200 m², le relevé topographique sera effectué par M. Toulemeonde, géomètre ; le prix se situera entre 10 et 15 fr.

A. Borel pense qu'il faut payer un forfait pour le service rendu. Le prix sera étudié ultérieurement quand la surface exacte sera connue.

Mise en conformité des captages de sources :

R. Favier présente le dossier de protection des captages, soient 7 sur la commune, et rappelle la réglementation qui rend obligatoire ces travaux.

Le dossier est évalué par la société EDACERE (la procédure administrative, seule, se monte à 22 000 fr. par source à laquelle il faut ajouter les frais d'hydrogéologue, l'achat du terrain, les fournitures et travaux de mise en place des protections...).

D'autres devis seront demandés.

R. Favier insiste sur l'entretien courant des réservoirs : protection, ventilation, désinfection, déviation de sources étrangères, pose de déconnecteurs ...

Questions diverses :

** Avancement du chantier communal :*

La décision de remplacer la totalité de la charpente a été prise en urgence, et occasionne un surcoût de 25 000 fr. ; la faîtière et les arêtières sont en lamellé collé.
Le chantier est décalé de trois semaines.

** Projet d'aménagement d'un WC public aux normes handicapé :*

Diverses options sont proposées par les conseillers :

- Sous-sol de la mairie (problèmes accès et gravitaire)
- Local chaufferie de l'église
- Cave du presbytère
- Puits du presbytère...

les conseillers sont invités à y réfléchir.

** Foyer midi soleil :*

Le maire fait un compte-rendu de la réunion organisée aux Guérins sous la présidence de M. Bayrou, Président du conseil général.

Cautionnement de l'emprunt qui doit être réalisé par l'association sous les conditions suivantes :

- Achat et restructuration du bâtiment actuel (administration-restauration-ateliers + unités de vie)
- Construction de 2 pavillons supplémentaires devant le bâtiment actuel.
- Autorisations délivrées par la commune de Sigoyer (POS et permis de construire).

** Démission de l'employée communale (CEC) :*

Le maire donne lecture de la lettre de démission de C. Thimon, employée communale sous contrat emploi consolidé jusqu'au 30 novembre 1998 ; le contrat sera rompu au 3 juillet.

Le maire lève la séance à minuit 20.

Délibérations du CM :

- Classement des chemins

lu et approuvé, les conseillers municipaux,